

COMMUNE DE BAGNERES DE LUCHON
COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUILLET 2020

Compte-rendu affiché le : 05/08/2020.

L'an deux mille vingt, le vingt-neuf juillet, à dix-huit heures et trente minutes, le conseil municipal de la commune de Bagnères de Luchon s'est réuni, sous la présidence de monsieur Eric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du Pavillon Normand (Parc du Casino à Bagnères de Luchon), sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le vingt-quatre juillet deux mille vingt conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : M. Eric AZEMAR, Maire, Mme Sabine CAZES, M. Ahmide RADI, Adjoints au Maire. Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Jean-Christophe GIMENEZ, M. Gérard SUBERCAZE, Mme Michèle CAU, M. Louis FERRE, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Ahmide RADI.
Mme Catherine DERACHE ayant donné procuration à Mme Sabine CAZES.
M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Michèle BOY.
M. Michel LERAY ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.
Mme Marilyne DE FARCY DEPONTFARCY ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.
Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.
M. John PALACIN ayant donné procuration à M. Gérard SUBERCAZE.

Absent : M. Olivier PERRUSSEAU.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, madame Sabine CAZES ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

Monsieur le maire procède à l'appel.

Monsieur le maire déclare que le quorum est atteint, il ouvre la séance et désigne madame Sabine CAZES en tant que secrétaire.

Monsieur le maire énonce les procurations :

**M. Gilles TONIOLO ayant donné procuration à M. Ahmide RADI.
Mme Catherine DERACHE ayant donné procuration à Mme Sabine CAZES.
M. Claude LACOMBE ayant donné procuration à Mme Michèle BOY.
M. Michel LERAY ayant donné procuration à M. Eric AZEMAR.
Mme Marilyne DE FARCY DE PONTFARCY ayant donné procuration à M. Gilbert TORRES.
Mme Audrey CONAN ayant donné procuration à M. Jean-Christophe GIMENEZ.
M. John PALACIN ayant donné procuration à M. Gérard SUBERCAZE.**

Monsieur le maire soumet le procès-verbal de la séance du 22 juillet 2020 à l'approbation de l'assemblée.

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le maire indique qu'il va donner réponse à une question qui avait été posée lors de la séance du 22 juillet relative au montant du forfait communal pour les écoles.

Monsieur le maire rappelle que la délibération présentée en séance du 22 juillet 2020 mentionne :

« Pour l'année dernière, le forfait communal était de 1 586,57€ par enfant scolarisé en maternelle et de 654,80€ par enfant scolarisé en élémentaire. Les variations de forfait d'une année sur l'autre sont liées au volume de charges et au nombre d'enfants scolarisés.

Pour cette année, le forfait communal 2019/2020 est de 1 899,29€ par enfant scolarisé en maternelle et de 790,01€ par enfant scolarisé en élémentaire. »

La réponse aux questions posées en séance du 22 juillet 2020 est donc la suivante :

Il s'agit d'une baisse du nombre d'élève entre 2018/2019 et 2019/2020.

- Pour l'école maternelle : -11 enfants (de 69 à 58 enfants)
- Pour l'école primaire : -14 enfants (de 127 à 113 enfants)
- Les charges sont stables.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que le conseil municipal est divisé en trois parties,

- Affaires thermales,
- Affaires Ehpad ERA CASO,
- Affaires communales.

Les délibérations inscrites à l'ordre du jour des deux premières parties ont fait l'objet d'un premier examen « pour avis » en séances des conseils d'exploitation des thermes et de l'Ehpad le 28/07/2020.

Préalablement à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, monsieur le maire propose aux élus de bien vouloir accepter l'ajout d'une délibération à l'ordre du jour de la séance.

ACCEPTATION D'AJOUT D'UNE DELIBERATION A L'ORDRE DU JOUR

Transmis au contrôle de légalité le 30/07/2020

Affiché le : 30/07/2020

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire demande aux élus de bien vouloir accepter l'ajout d'une délibération à l'ordre du jour du conseil municipal au titre des affaires communales, il s'agit de,

« ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « LA VOIX DE L'ORGUE CAVAILLE-COLL DE LUCHON (A.V.O.C.A.C.O.L.) » »

Monsieur le maire précise aux élus que cette délibération, s'ils acceptent son ajout, sera examinée en fin de séance, en point 21 bis.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, accepte l'ajout de la délibération à l'ordre du jour de la séance tel qu'exposé en séance.

AFFAIRES THERMALES

1/ VERSEMENT DE LA SUBVENTION ANNUELLE AU COMITE DES OEUVRES SOCIALES POUR LE PERSONNEL SAISONNIER DES THERMES

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire rappelle aux élus que le Comité des Œuvres Sociales verse aux agents retraités des thermes un secours tous les ans.

Afin de pouvoir continuer cette œuvre pour 2020, il convient de voter un versement au Comité des Œuvres Sociales d'un montant de 59 693.53€, correspondant à 1% du chiffre d'affaires 2019 des thermes.

Cette dépense sera imputée sur le compte 6474 – versement aux autres œuvres sociales, du budget des thermes. Elle sera versée quand la situation de trésorerie de l'établissement lui permettra.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28/07/2020, monsieur le maire propose aux élus d'approuver cette subvention.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le versement de la subvention selon les modalités exposées en séance.

2/ VERSEMENT DE L'EXCEDENT DE LA REGIE D'AVANCES DES ARRHEES DEPUIS LE 31/12/2018

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe les élus que la trésorerie de Bagnères de Luchon a constaté que le compte de dépôts de fonds au trésor de la régie d'avances des arrhes de la régie des thermes est excédentaire de la somme de 11 003,41€ TTC depuis le 31 décembre 2018. Il convient donc de faire un virement de la somme de 11 003,41€ TTC qui sera réparti de la façon suivante :

- 930,00€ TTC pour solder le titre 696 /2018.
- 10 073,41€ TTC titre à émettre en recettes exceptionnelles.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il s'agit d'une régularisation depuis 2018.

Suite à l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28/07/2020, monsieur le maire propose aux élus d'approuver ce versement.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le versement de l'excédent selon les modalités exposées en séance.

AFFAIRES EHPAD « ERA CASO »

3/ APPROBATION DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe les élus qu'afin de répondre aux évolutions réglementaires du secteur médico-social, le règlement de fonctionnement de l'EHPAD ERA CASO a été modifié et soumis à l'approbation du Conseil de la Vie Sociale qui l'a approuvé lors de sa réunion en date du 27 janvier 2020.

Le règlement de fonctionnement est annexé à la délibération.

Monsieur le maire donne la parole à la directrice de l'EHPAD afin qu'elle procède à une présentation du règlement aux élus.

Vu l'avis favorable du Conseil d'Exploitation du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose aux élus d'approuver le règlement de fonctionnement de l'EHPAD ERA CASO et de l'autoriser à le signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le règlement de fonctionnement de l'EHPAD ERA CASO exposé en séance et autorise monsieur le maire à le signer.

4/ APPROBATION DU CONTRAT DE SEJOUR DE L'EHPAD ERA CASO

Rapporteur : M. le maire.

Monsieur le maire informe les élus qu'afin de répondre aux évolutions réglementaires du secteur médico-social, le contrat de séjour de l'EHPAD ERA CASO a été modifié et soumis à l'approbation du Conseil de la Vie Sociale qui l'a approuvé lors de sa réunion en date du 27 janvier 2020.

Le contrat de séjour est annexé à la délibération.

Monsieur le maire donne la parole à la directrice de l'EHPAD afin qu'elle procède à une présentation du contrat de séjour.

Monsieur le maire précise à l'assemblée qu'il s'agit d'ajustements du contrat de séjour mais qu'il n'y pas de changements sur le fond.

Vu l'approbation du contrat de séjour en conseil d'exploitation lors de la séance du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose à l'assemblée d'approuver le contrat de séjour de l'EHPAD ERA CASO présenté en séance et de l'autoriser à le signer.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le contrat de séjour de l'EHPAD ERA CASO présenté en séance et autorise monsieur le maire à le signer.

5/ APPROBATION DU REVERSEMENT DE LA PARTICIPATION DU FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire, énonce :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2121-29,
Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 35 et 81,
Vu la loi n° 87-517 du 10/07/1987 en faveur des travailleurs handicapés,
Vu la loi n° 2005-102 du 11/02/2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu le décret n° 2006-501 du 03/05/2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Attendu que le FIPHFP intervient pour favoriser l'accès aux aides destinées à améliorer les conditions de vie personnelles et professionnelles des personnes handicapées (notamment l'achat de prothèses auditives).

Attendu que le FIPHFP fixe lui-même les plafonds des aides qu'il décide d'accorder aux demandeurs d'aide financière reconnus travailleurs handicapés.

Considérant que les aides du FIPHFP sont versées à l'employeur afin qu'il les reverse aux agents concernés.

Dans le cadre de la loi du 10 Juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, tout établissement privé ou public, d'au moins 20 salariés a l'obligation d'employer 6 % de travailleurs handicapés.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, complète cette disposition par l'obligation de versement d'une contribution financière au FIPHFP lorsque l'employeur public n'atteint pas ce taux.

Ces contributions permettent notamment au FIPHFP de financer des aides en faveur de l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Dans certaines situations, les agents reconnus travailleurs handicapés, sont amenés à faire l'avance de frais relatifs à leurs équipements spécifiques (par exemple : achat de prothèses auditives...). Le reliquat de la somme, après d'autres prises en charge (CPAM, mutuelle...) peut faire l'objet d'une prise en charge complémentaire par le FIPHFP pour tout ou partie de la dépense. Dans ce cas, l'aide du FIPHFP ne peut être versée qu'à la collectivité employeur qui la reverse ensuite aux agents bénéficiaires.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire, propose donc à l'assemblée d'approuver le reversement aux agents de l'aide attribuée par le FIPHFP perçue par la commune en leurs noms.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le reversement aux agents de l'aide attribuée par le FIPHFP perçue par la commune en leurs noms.

6/ CREATION DE DEUX EMPLOIS PERMANENTS D'AUXILIAIRES DE SOINS VIA VACANCES TEMPORAIRES D'EMPLOI DANS L'ATTENTE DU RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES

Rapporteur : Monsieur le maire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-2 et 34 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Monsieur le maire rappelle aux élus que conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet, nécessaires au fonctionnement des services même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre des avancements de grade.

Par ailleurs, en cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique compétent.

Considérant que les besoins des services de l'Ehpad « Era Caso » nécessitent la création de deux emplois d'auxiliaires de soins à temps complet.

Monsieur le maire propose à l'assemblée :

- la création de deux emplois permanents à temps complet d'auxiliaires de soins pour l'Ehpad Era Caso,
- à ce titre, ces emplois seront occupés par des fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des auxiliaires de soins territoriaux au grade d'auxiliaire territorial 2^{ème} classe,
- les agents affectés à ces emplois seront chargés des fonctions suivantes : participer aux soins préventifs et curatifs, participer à la qualité du séjour, participer à l'entretien courant du matériel et des locaux, participer à l'organisation interne,
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- vu le tableau des effectifs mis à jour du 29/07/2020,
- le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités et établissements peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Monsieur le maire est chargé de recruter les agents affectés à ces postes.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Vu l'avis favorable du comité technique du 28 juillet 2020.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la création des deux emplois permanents d'auxiliaire de soins selon les modalités exposées en séance.

Il précise à l'assemblée que cette délibération est proposée car des difficultés subsistent dans le recrutement statutaire.

Donc compte-tenu du principe de réalité, il faut permettre la création d'emplois en contrats à durée déterminée.

Monsieur FOURCADET demande s'il y a des difficultés à trouver des fonctionnaires ?

Madame LAZORTHES indique pour les trois postes qui sont inscrits à l'ordre du jour l'Ehpad dispose de personnes qui ont déjà effectué des remplacements dans la structure.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création des deux emplois permanents d'auxiliaire de soins selon les modalités exposées en séance.

7/ CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'AGENT SOCIAL VIA VACANCE TEMPORAIRE D'EMPLOI DANS L'ATTENTE DU RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES

Rapporteur : Monsieur le maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 3-2 et 34 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Monsieur le maire rappelle aux élus que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre des avancements de grade.

Par ailleurs, en cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique compétent.

Considérant que les besoins des services de l'Ehpad « Era Caso » nécessitent la création d'un emploi d'agent social à temps complet.

Monsieur le maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent à temps complet d'agent social pour l'Ehpad Era Caso,
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux au grade d'agent social,
- l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : participer aux soins préventifs et curatifs, participer à la qualité du séjour, participer à l'entretien courant du matériel et des locaux, participer à l'organisation interne,
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné,
- vu le tableau des effectifs mis à jour en date du 29/07/2020,
- le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités et établissements peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Monsieur le maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Vu l'avis favorable du comité technique du 28 juillet 2020.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver la création en découlant tel que présenté en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création d'un emploi permanent d'agent social tel que présenté en séance.

8/ CONVENTION DE VACATIONS 2020-2023 AVEC UN ACCOMPAGNANT PSYCHO-SOCIAL ET COORDONNATEUR DE LA QUALITE DE VIE DANS L'EHPAD.

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal, qu'afin d'assurer le bon fonctionnement de l'EHPAD ERA CASO, de respecter la convention pluriannuelle tripartite relative aux établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et vu le rapport d'orientation budgétaire 2020 pour les établissements médicaux sociaux, il convient de recruter un vacataire pour réaliser les missions d'accompagnant psycho-social et de coordonnateur de qualité de vie en EHPAD.

Monsieur Patrick ENCAUSSE assurera les missions d'accompagnement psychologique auprès des résidents ainsi qu'auprès des équipes et des aidants, il assurera ponctuellement la mission d'accompagnement psychologique de retour progressif à la normale selon la stratégie de déconfinement des EHPAD ainsi que le pilotage de la démarche de QVT (Qualité de Vie au Travail) auprès du personnel de l'EHPAD. Il sera également le référent du PASA (Pôle d'Activités et de Soins Adaptés).

A cette fin, une convention de vacations sur la base de 17,30 heures hebdomadaires pour la période du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2023 a été établie et monsieur le maire en donne lecture à l'assemblée délibérante.

Les crédits nécessaires sont prévus sur le budget de l'EHPAD ERA CASO.

Vu l'avis favorable du comité technique du 28 juillet 2020.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal d'approuver la convention et de l'autoriser à la signer.

Monsieur le maire précise à l'assemblée délibérante que cette proposition est faite avec l'accord de la préfecture et rappelle également que le conseil d'exploitation a émis un avis favorable.

Il s'agit donc d'un recrutement sur 3 ans d'une personne qui assurera des missions d'accompagnement psychologique afin d'améliorer la vie au sein de l'Ehpad tant pour les résidents que pour le personnel.

Monsieur FOURCADET demande si l'intervenant assure d'autres fonctions dans d'autres établissements ?

Madame LAZORTHE (Directrice) répond par la négative.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention exposée en séance et autorise monsieur le maire à la signer.

9/ PRIME EXCEPTIONNELLE AUX AGENTS DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES PUBLICS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX DANS LE CADRE DE L'EPIDEMIE DE COVID 19

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire énonce,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à La Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 88,

VU la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en date du 30 janvier 2020, relative à l'émergence du COVID-19,

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,

VU la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment son article 11,

VU le décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux personnels des établissements et services publics sociaux et médico-sociaux de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique de l'Etat dans le cadre de l'épidémie de covid-19.

CONSIDERANT que les personnels ayant exercé leurs fonctions dans des établissements et services sociaux et médico-sociaux entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2020 ont particulièrement été mobilisés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid 19

CONSIDERANT que l'article 8 du décret n°2020-711 du 12 juin 2020 donne la possibilité à l'organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public local d'instaurer une prime exceptionnelle à ces personnels et d'en fixer les modalités d'attribution dans la limite du plafond réglementaire.

Monsieur le maire propose aux élus :

I° D'instituer la prime exceptionnelle aux agents fonctionnaires titulaire/stagiaires exerçant leurs fonctions à l'EHPAD « ERA CASO » du 1^{er} mars au 30 avril 2020 pour montant maximum de 1000 euros.

Néanmoins ce versement est assujéti à des conditions d'abattement concernant le montant :

- Absences comprises entre 0 et 14 jours : pas d'abattement,
- Absences comprises entre 15 et 30 jours abattement de 50 %,
- Absences supérieures à 30 jours : abattement à 100 %.

L'absence est constituée par le motif autre que :

- Le congé de maladie,
- L'accident de travail,
- La maladie professionnelle.

Dès lors que ces trois motifs bénéficient d'une présomption d'imputabilité au virus Covid-19.

- Les congés annuels.

II° Par dérogation au I° les agents contractuels doivent avoir exercé leurs fonctions de manière effective au cours de la période définie pendant une durée au moins égale à 151,67h.

Pour les personnels mis à disposition d'un ou plusieurs autres établissements, l'établissement employeur principal doit récupérer l'information de l'activité de son agent sur la période dans les différents établissements.

Pour les personnels mis à disposition, l'établissement d'origine verse la prime.

- La prime fera l'objet d'un versement unique et non reconductible au mois d'août.
- L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent en fonction des critères susvisés. Elle détermine également les modalités de versement.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation du 28/07/2020.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver l'octroi d'une prime exceptionnelle aux agents de l'Ehpad « ERA CASO » selon les modalités exposées en séance.

Monsieur le maire rappelle que cette prime est subventionnée à 100 %, elle n'a donc aucun impact sur le budget de l'Ehpad et que sa mise en œuvre a été approuvée par le conseil d'exploitation.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'octroi d'une prime exceptionnelle aux agents de l'Ehpad « ERA CASO » selon les modalités exposées en séance.

AFFAIRES COMMUNALES

10/ REGIME DES DELEGATIONS – COMPTE-RENDU DES DECISIONS INTERVENUES :

Rapporteur : Monsieur le maire.

Monsieur le maire rends compte aux élus des décisions intervenues dans le cadre des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'autorisation du 23 mai 2020 conférant délégation à monsieur le maire pour assumer la simplification et l'accélération des affaires de la commune.

Au titre du deuxièmeement du texte des délégations au maire :

- La convention d'occupation temporaire du domaine public, pour l'installation d'un kiosque (guichet temporaire) devant le 26 allée d'Etigny à Bagnères de Luchon, passée avec **Monsieur POUX Didier**, Responsable des travaux au Crédit Agricole, 6 place Jeanne d'Arc 31005 TOULOUSE. La redevance est de **39,23 €** pour la période du 1^{er} octobre au 30 novembre 2020.

Au titre du quatrièmeement du texte des délégations au maire :

LA VILLE

- Le contrat de **FD Évènementiel** pour leur prestation du 13 juillet 2020 pour un montant du **900€ + 2 repas**.
- Le contrat passé avec la **SAS les trois 8** pour la prestation du groupe Eko Eko du 1^{er} août 2020 pour un montant de **633€ + 2 repas**.
- Le marché à procédure adaptée relatif aux travaux de rénovation des salles de bains de la gendarmerie, avec l'entreprise Luzent Frères SAS domiciliée, rue Rémy Comet 31 110 Bagnères de Luchon. Le montant du marché global et forfaitaire est de **255 969,95 euros HT soit 307 163,95 euros TTC**.
- Le marché à procédure adaptée relatif au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du schéma directeur urbain de la Commune de Bagnères de Luchon, avec le mandataire du **groupement SARL Agence Torres Borredon**, domicilié 2, rue de Chambéry 31 500 Toulouse. Le montant du marché global et forfaitaire est de **69 287,50 euros HT soit 83 145,00 euros TTC**.
- L'avenant N°1 au marché à procédure adaptée ayant pour objet la réalisation d'un ou de deux forages sur le site de « Lapadé » sur la Commune de Bagnères de Luchon, avec l'entreprise **FORAGE MASSE SAS**, domiciliée Hérisson 17 380 Chantemerle sur la soie. Le présent avenant n'a pas d'incidence financière sur le marché public initial, il a pour objectif l'inversion entre la tranche ferme portant notamment sur la mise en place d'un forage de reconnaissance vertical sur le site « Lapadé » et la tranche optionnelle N°1 portant la réalisation d'un forage de reconnaissance incliné/horizontal sur le site « Lapadé ».

THERMES

- La convention passée pour la collaboration avec **Madame Noémie GUERIN**, Educatrice sportive diplômée, demeurant 19 Allée des Bains 31110 Bagnères de Luchon, sous forme de prestations d'activités physiques collectives avec la Régie des Thermes dans le cadre des programmes complémentaires spécifiques aux cures thermales « No Stress » et dans le cadre des cures LIBERTE « Coaching santé, santé du dos, sevrage tabagique et acouphènes ». La prestataire animera des séances d'encadrement d'activités physiques du 06 juillet au 28 novembre 2020 pour un **montant de 50 euros TTC la séance collective payée par la régie des thermes**.
- Le contrat passé pour l'assistance, la maintenance, l'entretien, le dépannage et les corrections du progiciel ODYSSEE avec **la Société SIGMA** domiciliée 42 rue de la Brunaude 81800 COUFOULEUX. Le contrat est conclu pour une durée d'un an pour un **montant annuel de 5 725.95 euros HT soit 6 871.14€ TTC**, hors intervention sur site pour formation, analyse et programmation.

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'ils ont été destinataires du régime des délégations et demande s'il y a des questions.

Monsieur FOURCADET demande si le marché concernant les salles de bains de la gendarmerie a été lancé par l'ancienne municipalité ?

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FOURCADET demande s'il y a eu des commissions d'appel d'offres.

Monsieur FERRE précise que cela rentre dans le cadre d'un programme pluriannuel induisant des longueurs administratives, il y a eu également un manque de candidats également mais il y a bien eu des commissions d'appel d'offres.

Madame CAU demande si l'occupation du domaine public correspond à des travaux pour la mise en place d'un guichet à l'extérieur.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FOURCADET demande si le contrat avec « FD événementiel » correspond à l'animation sous le kiosque.

Monsieur le maire répond qu'il s'agit bien de cela et qu'une autre sera présentée lors du prochain conseil municipal.

**Monsieur le maire propose aux élus de prendre acte des décisions exposées.
Le conseil municipal prend acte des décisions à l'unanimité.**

11/ VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DE LA VILLE

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire rappelle aux élus que le Comité des Œuvres Sociales verse aux agents fonctionnaires retraités de la collectivité et à leurs veufs ou veuves un secours de 275€ par an.

Il verse également un bon d'achat d'une valeur de 300€ par an (proratisé le cas échéant) valable auprès des commerçants luchonnais (hors débit de boissons) aux agents de la collectivité en contrat aidé et apprentis.

Afin de pouvoir continuer cette œuvre pour 2020, il convient de voter un versement au Comité des Œuvres Sociales d'un montant de 42 000€.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver cette dépense en prélevant les crédits au compte 6474 (versement aux autres œuvres sociales).

Monsieur le maire précise aux élus que cette pratique est inscrite depuis plusieurs années au sein de la collectivité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le versement de la subvention au comité des œuvres sociales de la ville selon les modalités exposées en séance.

12/ DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT MONSIEUR LE MAIRE A RECRUTER DES AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire énonce,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;
Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante :

- de l'autoriser à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.

Il sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

- de prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Monsieur FOURCADET demande si le problème se pose actuellement ou s'il s'agit de prévoir une éventualité.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit d'une anticipation afin que les services puissent fonctionner de manière la plus souple possible.

Monsieur SUBERCAZE demande s'il y a eu vérification en interne qu'il n'y avait pas de personnel susceptible d'effectuer les remplacements.

Monsieur le maire rappelle qu'il s'agit d'une disposition de prévision seulement pour le cas où il n'y aurait pas d'autre possibilité.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, autorise monsieur le maire à recruter des agents contractuels de remplacement selon les modalités exposées en séance.

13/ CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT D'AGENT D'ACCUEIL DU GOLF POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire énonce,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.1° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir la gestion du golf municipal.

Vu l'avis favorable du comité technique du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint administratif pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période maximale de 12 mois à compter du 1 septembre 2020.

Cet agent assurera les missions d'agent d'accueil du golf.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 350 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'il s'agit d'un contrat d'une durée maximale de 12 mois.

Monsieur FOURCADET demande à quoi correspond l'accroissement temporaire d'activité car le golf est fermé en hiver. Il souhaite savoir s'il n'y a pas de solution en interne.

Monsieur le maire répond que c'est maintenant que l'activité commence à être plus importante et il n'y a pas de solution en interne car le poste requiert la pratique de plusieurs langues étrangères.

Monsieur FERRE indique qu'il est surpris car le poste sera ouvert en septembre et il y a déjà un agent à l'accueil du golf.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit du départ d'une personne.

Monsieur FERRE souligne qu'il s'agit donc d'un remplacement.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création d'un emploi non permanent d'agent d'accueil du golf pour faire face à un accroissement temporaire d'activité selon les modalités exposées en séance.

14/ CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'AGENT DE PROPRETE URBAINE POUR ASSURER LES BESOINS DU SERVICE

Rapporteur : M. le maire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3-2° ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Considérant que les besoins des services municipaux nécessitent la création d'un emploi permanent d'agent de propreté urbaine,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose aux élus,

-La création, à compter du 01/09/2020, d'un emploi d'agent de propreté urbaine dans le grade d'adjoint technique à temps complet pour exercer les missions ou fonctions suivantes :

- * Gestion de l'hygiène et de la salubrité du domaine public.
- * Suivi et entretien des équipements et matériels spécifiques.
- * Gestion du réseau des eaux pluviales et ruissellement.
- * Entretien sommaire de la structure de la chaussée.

-Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans compte tenu des besoins du service attenants à la spécificité de la collectivité.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra donc justifier de la détention des formations de conduite spécifiques.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Monsieur le maire précise aux élus que pour ce poste non plus il n'a pas été possible de trouver un agent en interne et les besoins sont impératifs, il faut un agent pour assurer ces fonctions.

Monsieur le maire précise que le poste ne requiert pas de qualifications particulières.

Madame CAU demande s'il s'agit d'une création d'emploi permanent.

Monsieur le maire répond par l'affirmative.

Monsieur FOURCADET demande s'il n'y avait pas d'agent pour occuper ce poste en interne.

Monsieur le maire répond par la négative comme indiqué précédemment.

Monsieur SUBERCAZE indique qu'il est très favorable au principe d'adapter l'organisation aux besoins.

Il souhaite avoir une présentation de l'organigramme et également celui que la nouvelle équipe municipale envisage.

Monsieur le maire répond que ce point a été vu en comité technique il y a deux jours et que le nouvel organigramme a vocation à être formalisé d'ici l'automne, pour l'instant la réflexion est en cours.

Monsieur SUBERCAZE indique qu'il aurait souhaité que cet organigramme soit présenté au préalable.

Monsieur le maire indique qu'il entend bien la remarque de monsieur SUBERCAZE mais que pour l'instant il n'est pas possible de procéder autrement et qu'il y a un besoin urgent, le but étant de permettre la propreté de la ville qui est un impératif pour les luchonnais.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création d'un emploi permanent d'agent de propreté urbaine pour assurer les besoins du service selon les modalités exposées en séance.

15/ ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, afin de refléter la situation de la collectivité.

Cette réactualisation est effectuée à partir du dernier tableau des effectifs adopté par le conseil municipal le 8 novembre 2019.

Considérant la nécessité d'ouvrir les postes suivants :

- Attaché Hors-Classe : 1
- Attaché principal : 1
- Rédacteur principal 1^{ère} classe : 1
- Rédacteur principal 2^{ème} classe : 1
- Adjoint Administratif : 1
- Adjoint Technique : 2
- Infirmière soins généraux classe normale : 1

Le tableau des effectifs après passage en comité technique se trouve modifié, en date du 28 juillet 2020, de la façon suivante avec le comparatif des années 2019 et 2018.

ADMINISTRATIF	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
DGS	A	1	1	1	1	1	1
Collaborateur cabinet	A	1	1	1	1	1	0
Attaché hors classe	A	1	0	0	0	1	0
Attaché principal	A	3	2	2	2	4	4
Attaché	A	5	5	5	4	6	3
Rédacteur principal 1ère classe	B	3	2	2	2	2	2
Rédacteur principal 2ème classe	B	3	2	2	2	2	0
Rédacteur	B	2	1	2	1	6	6
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	11	11	11	11	5	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	7	4	7	4	11	12
Adjoint administratif	C	10	9	9	7	10	9
		47	38	42	36	49	38

TECHNIQUE	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
Ingénieur principal	A	1	1	1	1	1	1
Ingénieur	A	3	3	3	2	4	3
Technicien principal 1ère classe	B	1	0	1	1	0	0
Technicien principal 2ème classe	B	3	2	3	3	4	3
Technicien	B	4	4	4	4	3	2
Agent de maîtrise principal	C	5	4	5	4	5	4
Agent de maîtrise	C	17	17	17	16	19	17
Adjoint technicien principal 1ère classe	C	19	16	19	19	16	12
Adjoint technique principal 2ème classe	C	22	20	22	19	24	18
Adjoint technique	C	34	31	32	24	29	28
		109	98	107	93	105	88

PATRIMOINE	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
Attaché de conservation	A	0	0	0	0	0	0
Assistant de conservation	B	1	1	1	1	1	1
Assistant enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe	B	1	1	1	1	1	1
Adjoint patrimoine principal 1 ^{ère} classe	C	1	1	1	1	1	1
Adjoint patrimoine principal 2 ^{ème} classe	C	1	0	1	0	1	1
Adjoint patrimoine	C	1	0	1	0	1	0
		5	3	5	3	5	4

SPORTIVE	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
Greenkeeper	B	0	0	0	0	1	0
Conseiller des APS	A	1	0	1	0	1	0
Educateur APS principal 1 ^{ère} classe	B	2	1	2	1	2	2
Educateur APS principal 2 ^{ème} classe	B	0	0	0	0	0	0
Educateur APS	B	2	2	2	2	2	1
Opérateur principal APS	C	1	1	1	1	1	0
Opérateur qualifié APS	C	1	0	1	0	1	1
Opérateur APS	C	3	2	3	2	3	2
		10	6	10	6	11	6

POLICE MUNICIPALE	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
Chef police municipale principal de 1ère classe	B	1	1	1	1	1	1
Chef de police municipale	C	1	0	1	0	1	0
Brigadier-chef principal	C	6	6	6	6	4	3
Gardien brigadier	C	2	0	2	0	4	4
		10	7	10	7	10	8

ANIMATION	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
Animateur principal 2ème classe	B	1	1	1	1	0	0
Animateur	B	0	0	0	0	1	1
Adjoint animation principal 2ème classe	C	0	0	0	0	0	0
Adjoint animation	C	1	1	1	1	1	0
		2	2	2	1	2	1

SOCIAL	CATEGORIE	2020 NBRE POSTES	POURVUS 2020	2019 NBRE POSTES	POURVUS 2019	2018 NBRE POSTES	POURVUS 2018
Psychologue	A	1	0	1	1	1	1
Cadre santé	A	1	0	1	0	1	0
Infirmière soins généraux Classe supérieure	A	2	1	2	2	1	1
Infirmière soins généraux Classe normale	A	5	5	4	4	4	4
Technicien paramédical Classe normale	B	1	0	1	1	2	0
Agent spécialisé principal 1ère classe des écoles maternelles	C	2	1	2	1	2	1
Agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles	C	1	0	1	0	3	3
Auxiliaire de soins principal 1ère classe	C	3	2	3	3	0	0
Auxiliaire de soins principal 2ème classe	C	5	3	5	2	5	5
Agent social principal 1ère classe	C	7	7	7	7	0	0
Agent social principal 2ème classe	C	7	4	7	4	9	9
Agent social	C	16	9	16	12	11	8
		51	32	50	35	39	32

234	186	226	181	219	177
------------	------------	------------	------------	------------	------------

Monsieur le maire donne des explications à l'assemblée concernant les créations de postes, il précise à monsieur SUBERCAZE qu'il ne s'agit pas de recruter mais de permettre d'éventuels recrutements.

Monsieur SUBERCAZE ne voit pas d'objection si le maire estime que cela est nécessaire.

Monsieur le maire indique qu'il estime effectivement nécessaire d'avoir un Directeur Général des Services et si le poste n'est pas ouvert, il sera compliqué de recruter...

Madame BRUNET LACQUE demande à quoi correspond le poste d'infirmière générale.

Il s'agit de répondre à d'éventuels besoins pour l'Ehpad « ERA CASO ».

Monsieur FOURCADET indique que cela correspond à des possibilités pas forcément à la réalité.

Monsieur le maire répond par l'affirmative, il s'agit de possibilités ouvertes.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le tableau des effectifs tel qu'exposé en séance.

16/ CREATIONS DE DEUX EMPLOIS NON PERMANENTS D'AGENTS POLYVALENTS DES ECOLES POUR FAIRE FACE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Rapporteur : Monsieur le maire

Monsieur le maire énonce,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3.1°,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter deux agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir la gestion des écoles.

Vu l'avis favorable du comité technique du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante,

- Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 2 mois et 8 jours allant du 24 août 2020 au 31 octobre 2020 inclus.

Cet agent assurera des fonctions d'agent polyvalent des écoles à temps complet.

- Le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'adjoint technique pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période de 10 mois et 18 jours, du 24 août 2020 au 10 juillet 2021 inclus.

Cet agent assurera des fonctions d'agent polyvalent des écoles à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 28h.

La rémunération de ces agents sera calculée par référence à l'indice brut 350 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Monsieur le maire précise qu'il s'agit de deux postes qui consistent à encadrer les enfants d'une part et à assurer du ménage d'autre part.

Monsieur FOURCADET indique que c'est antinomique car d'un côté il est indiqué qu'il y a moins d'enfants mais qu'il faut recruter des agents.

Monsieur le maire répond que ce n'est pas antinomique car il y a une baisse réelle : on passe de 6 contractuels à 2 contractuels pour la saison.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la création de deux emplois non permanents d'agents polyvalents des écoles pour faire face à un accroissement temporaire d'activité.

17/ MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU 28 FEVRIER 2020 METTANT EN PLACE LE COMPTE EPARGNE TEMPS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le maire indique aux membres du conseil municipal que la délibération n°2020-0001 du 28/02/2020 procédait à la mise en place du compte épargne temps au sein de la collectivité.

Ce compte est régi par le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, qui fixe un ensemble de règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation et de fermeture.

Le décret n°2020-723 du 12 juin 2020 vient en modifier la substance de manière temporaire avec un décloisonnement de la règle du plafond de 60 jours qui passe à 70 jours pour l'année 2020.

Il convient donc d'effectuer les modifications nécessaires :

Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal qu'il convient de modifier le visa de la délibération N°2020-0001 de la manière suivante :

« Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2020-723 du 12 juin 2020 portant dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale pour faire face aux conséquences de l'état d'urgence sanitaire »

Et de modifier le corps de la délibération de la manière suivante :

« Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 sauf pour l'année 2020, ou le plafond est de 70 jours (ce plafond redescend à 60 jours en 2021 et suivant) ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite. »

Vu l'avis favorable du comité technique du 28 juillet 2020.

Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver les modifications apportées tel qu'exposé en séance.

Monsieur le maire rappelle qu'il s'agit de s'accorder avec un décret du 12 juin 2020 qui permet de modifier le nombre de jours affectés au CET (60 jours à 70 jours) pour l'année 2020.

Monsieur le maire rappelle également aux élus que le comité technique a émis un avis favorable.

Monsieur FOURCADET demande si cette disposition a vocation à compenser un certain nombre d'heures supplémentaires qui ont été effectuées par certains fonctionnaires dans le cadre du COVID.

Monsieur le maire répond par l'affirmative et invite monsieur FOURCADET à lire les quelques lignes de la délibération qui précise cela.

Il rappelle que cela ne concerne que l'année 2020.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve les modifications apportées à la délibération du 28 février 2020 mettant en place le compte épargne temps telles qu'exposées en séance.

CONVENTION AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE

Rapporteur : Monsieur le maire.

Monsieur le maire informe l'assemblée délibérante que conformément à l'article 10 de la loi 2000-321 du 12/04/2000 modifiée par l'ordonnance n°2015-904 du 23 juillet 2015 - art. 7 et au décret n° 2011-495 du 6 juin 2011 imposant la production d'une convention entre la commune et un organisme de droit privé pour toute subvention d'un montant supérieur à 23 000 euros, une convention pluriannuelle d'objectifs doit être passée entre la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) et la commune.

Afin de mieux définir les objectifs de la coopération entre la commune de Bagnères de Luchon et la MJC de Bagnères de Luchon ainsi que le soutien apporté par la Fédération régionale à la MJC de Bagnères de Luchon, les trois parties ont convenu de l'établissement d'une convention pour les trois prochaines années.

Elle vise à fixer :

- les modalités de la coopération en termes d'objectifs et de moyens ;
- le cadre d'intervention, les engagements respectifs des parties les unes vis-à-vis des autres et les finalités présidant aux diverses actions ;
- les modalités de concours de la commune pour ces actions.

Par cette convention, d'une part, l'association s'oblige à utiliser l'aide perçue pour la réalisation de l'objectif et du plan d'actions budgétisé et, d'autre part, la collectivité, procède pendant et au terme de chaque année, à un contrôle dans le cadre de l'évaluation qualitative et quantitative ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

Monsieur le maire propose aux élus de l'autoriser à signer la convention d'objectifs telle qu'exposée en séance.

Monsieur le maire précise aux élus qu'il s'agit d'un renouvellement à l'identique de la précédente convention avec la MJC.

Il précise que la subvention demandée par la MJC pour l'année 2020 est inchangée à 49 000 euros. Il convient de voter la convention, la subvention sera votée lors du vote du budget.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention d'objectifs telle qu'exposée en séance et autorise monsieur le maire à la signer.

19/ CONVENTION AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES PYRENEES HAUT-GARONNAISES CONCERNANT L'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX DANS LE CADRE DU CENTRE DE LOISIRS INTERCOMMUNAL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire indique aux élus que les locaux de l'école maternelle « Les Eterlous » sont mis à disposition de la communauté de communes dans le cadre de sa compétence extra-scolaire.

Ainsi, l'école accueille, les mercredis après-midi et pendant les vacances scolaires, les enfants du territoire dans le cadre de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH).

Monsieur le maire propose à l'assemblée d'approuver la convention relative aux modalités d'occupation de l'école maternelle communale, par la Communauté de Communes, dans le cadre de l'ALSH pour l'année scolaire 2018-2019.

Monsieur le maire précise à l'assemblée délibérante que, dans le respect des termes de la convention, le montant facturé à la communauté de communes par la ville sera de 5 857 euros (dont 3000 € de loyer).

Monsieur le maire propose donc aux élus d'approuver la convention qui est annexée à la présente délibération ainsi que les modalités financières exposées en séance et de l'autoriser à signer ladite convention.

Monsieur le maire indique qu'il s'agit d'une régularisation pour l'année 2018-2019.

Monsieur FOURCADET demande si cela ne va pas être problématique pour le règlement.

Monsieur le maire répond que les titres sont déjà engagés et que c'est justement pour régulariser que cette délibération est prise.

Monsieur FERRE précise que la convention n'avait pas été signée car il n'y a eu aucun retour de la communauté de communes.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la convention telle qu'exposée en séance et autorise monsieur le maire à la signer.

20/ ELECTION D'UN REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE SUITE A LA DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL

Rapporteur : M. le Maire

Monsieur le maire rappelle aux élus qu'en séance du 12 juin 2020, le conseil municipal a procédé à l'élection des représentants du conseil municipal au conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Monsieur le maire rappelle aux élus les noms des membres du conseil d'administration à l'issue du vote de la séance du 12/06/2020 :

- Mme Sabine CAZES,

- Mme Michèle BOY,
- Mme Catherine DERACHE,
- Mme Françoise BRUNET LACQUE,
- Mme Cécile PERCIE DU SERT,
- M. Louis FERRE.

Considérant la démission de ses fonctions de conseillère municipale de madame Cécile PERCIE DU SERT,

Monsieur le maire indique aux élus qu'il convient de procéder à une nouvelle élection pour la remplacer au sein du conseil d'administration du CCAS.

Monsieur le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il a proposé à monsieur PALACIN de remplacer madame PERCIE DU SERT et que ce dernier lui a donné son accord.

Monsieur le maire demande s'il y a d'autres candidatures.

Monsieur le maire propose aux élus d'approuver le principe du vote à main levée pour cette élection.

Il est procédé au vote.

Monsieur John PALACIN est élu en qualité de représentant du conseil municipal au conseil d'administration du CCAS à l'unanimité.

21/ APPROBATION DES RAPPORTS ANNUELS A LA DELEGATION DES SERVICES PUBLICS EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'annuellement le délégataire, SUEZ, qui exploite pour le compte de la commune le service de l'eau et de l'assainissement, transmet un rapport portant sur ses activités de l'année écoulée, afin qu'il fasse l'objet d'une communication publique en séance du conseil municipal.

Ces rapports nous ont été transmis pour l'année 2019 et sont joints en annexe de la présente.

Monsieur GIMENEZ demande quand s'achève le contrat en cours.

Monsieur le maire indique qu'il pense que cela intervient dans deux ans.

Monsieur le maire donne lecture aux élus d'une synthèse des rapports et expose également les chiffres clés à retenir concernant les deux rapports.

Madame CAU demande si, par rapport à cette synthèse, il est possible d'indiquer s'il y a eu une augmentation pour l'assainissement et l'eau.

Monsieur le maire répond par la négative.

Monsieur SUBERCAZE indique qu'en aussi peu de temps il n'est pas possible de regarder précisément les chiffres.

Il constate une augmentation de produit de 13 % sur le compte d'exploitation et relève le montant de la redevance de la commune qui s'élève à 174 000 euros.

Monsieur le maire indique qu'une réponse immédiate n'est pas possible mais que cela sera fait lors d'une prochaine séance.

Monsieur SUBERCAZE demande qui a en charge l'entretien du réseau.

Monsieur FERRE indique que c'est le délégataire qui en a la charge.

Monsieur le maire confirme la réponse de monsieur FERRE.

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir prendre acte de ces rapports annuels du délégataire pour l'année 2019 conformément aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique.

Le conseil municipal prend acte des rapports annuels pour l'année 2019 présentés en séance.

21 bis/ Ajout : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « LA VOIX DE L'ORGUE CAVAILLE-COLL DE LUCHON (A.V.O.C.A.C.O.L.)

Transmis au contrôle de légalité le : 30/07/2020

Affiché le : 30/07/2020

Rapporteur : Monsieur le maire

L'année 2020 est marquée par les 150 ans de la mise en place de l'orgue de l'église Notre Dame de l'Assomption.

A ce titre, il était prévu fin 2019 que l'association les Voix de l'Orgue Cavaillé-Coll de Luchon organise 10 concerts d'organistes en 2020.

L'association a l'expérience de l'organisation de concerts d'orgue à l'église Notre Dame de l'Assomption (4 concerts en 2019).

Suite à la crise sanitaire et dans le contexte règlementé de cette crise qui limite le nombre de places dans l'église, mais aussi au vu de la frilosité du public à se rendre dans un lieu clos, la fréquentation est bien moindre que prévue et l'association se retrouve en très grande difficulté financière.

Afin de lui permettre de mener à terme sa saison musicale qui prendra fin début septembre 2020, l'association sollicite de la collectivité un soutien financier.

Monsieur le maire rappelle que la subvention concerne seulement l'année 2020.

Monsieur FOURCADET demande quel était le montant de la subvention en 2019.

Monsieur le maire répond que l'association n'a pas perçu de subvention en 2019 ni sur les 10 dernières années.

Madame CAU et monsieur FERRE précise qu'il n'y a pas eu de demande de subvention de la part de l'association en 2019.

Monsieur le maire propose aux élus de verser une subvention de 10 000 euros à l'association « La voix de l'orgue Cavaillé-Coll de Luchon ».

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le versement d'une subvention de 10 000 euros à l'association « La voix de l'orgue Cavaillé-Coll de Luchon ».

22. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le maire indique à l'assemblée qu'il y a des questions de la part de monsieur SUBERCAZE.

Monsieur le maire rappelle que la rubrique « questions diverses » a pour objet de permettre au président de séance d'inscrire un point urgent en dernière minute par exemple ou apporter une information cruciale.

Les « questions diverses » n'ont pas vocation à ouverture de débats divers.

Le règlement intérieur qui sera présenté pour approbation dans les semaines à venir à l'assemblée viendra préciser également le formalisme des débats, les questions diverses etc

Monsieur le maire précise aux élus qu'il va cependant répondre de manière succincte à monsieur SUBERCAZE dans un esprit de transparence.

Monsieur le maire donne lecture à l'assemblée des questions posées par monsieur SUBERCAZE :

« 1/ quelle est la date retenue par monsieur le Maire pour dûment faire un débat d'orientation et programmation budgétaire en vue du vote du budget ?

2/ comme déjà demandé oralement, peut-on disposer informatiquement des projets de délibérations 48h avant les séances des conseils municipaux, idem pour les thermes et Era Caso ? »

Monsieur le maire indique :

1/ Concernant le débat d'orientation budgétaire (DOB), la strate à laquelle appartient la commune de Bagnères de Luchon n'impose pas de DOB.

Quand bien même l'équipe municipale en place souhaiterait le faire, elle ne dispose pas actuellement d'éléments nécessaires.

Néanmoins, pour le budget 2021, nous essaierons, dans la mesure du possible, de communiquer en amont au conseil municipal sachant qu'à ce jour, la seule orientation qu'on peut envisager pour le budget 2020, c'est de continuer le travail avec le préfet et la DRFIP et que le mois d'août y sera consacré et à l'issue des décisions préfectorales, nous pourrions discuter.

2/ Concernant les délibérations elles seront transmises (ou les éléments de préparation si la délibération n'est pas finalisée) lorsqu'une demande sera formulée auprès du maire comme cela est prévu par la réglementation.

Monsieur FOURCADET demande à quelle date sera présenté le budget pour le vote.

Monsieur le maire indique que cela dépendra des résultats des échanges en cours avec les institutionnels.

Le préfet est au courant des difficultés rencontrées et il tolère que le budget soit présenté plus tard dans la mesure où le délai reste raisonnable.

Madame CAU demande pourquoi le musée de l'Hospice de France est fermé.

Monsieur RADI indique que cela est consécutif à un dégât des eaux antérieur au 23 mai 2020.

L'ordre du jour étant épuisé,
Monsieur le maire lève la séance à 19 h 40.